

## **Pas de panique**

Par OLIVIER BLANCHARD

Olivier Blanchard est professeur au Massachusetts Institute of Technology.

Le lundi 30 avril 2001

Quatre années de croissance élevée; 1,6 million d'emplois supplémentaires; une réduction du taux de chômage de plus de 3 %; une augmentation du salaire minimum; quasiment pas d'inflation. Du côté des entreprises: des marges de profit substantielles; une augmentation du taux d'investissement. Et, pour le moment, pas de gros nuages à l'horizon.

Avec tout ça, des résultats décevants aux dernières élections... La gauche de la gauche clairement désabusée, se tournant vers les Verts ou vers l'indifférence. La gauche de la droite pas convaincue. Pourquoi? L'usure et la fatigue qui affectent tout gouvernement au pouvoir depuis longtemps? Un discours quelquefois trop technocratique? Peut-être. Mais je crois qu'il faut chercher des raisons plus profondes.

J'en vois une, qui, paradoxalement, a son origine dans l'un des succès du gouvernement: les 35 heures. Au départ, le passage aux 35 heures paraissait à beaucoup - moi y compris - comme une réforme dangereuse, qui risquait d'augmenter les salaires horaires et, par implication, les coûts des entreprises. Ceci ne s'est pas produit. Jusqu'à maintenant, la modération salariale a permis de diminuer le temps de travail sans augmenter les coûts du travail. Quelques chiffres: depuis 1997, la productivité horaire a augmenté en moyenne de 1,8 % par an. La productivité par travailleur seulement de 1,2 %, la différence reflétant la diminution de la durée de travail. Et le salaire réel (ajusté pour l'inflation), de moins de 0,5 % par an. Dans ces chiffres tient le succès économique et social des 35 heures, mais aussi peut-être la clé du résultat des dernières élections. Pour les chômeurs, les choses se sont clairement améliorées. Mais les autres - la majorité des travailleurs - ont vu leurs salaires stagner. Et ce décalage entre croissance et stagnation des salaires est devenu

de plus en plus difficile à accepter.

Si le diagnostic est correct, que doit faire le gouvernement? D'abord ne pas paniquer.

Ne pas proposer des mesures archaïques, comme l'augmentation des coûts de licenciement pour les entreprises qui font des profits (quand une entreprise veut fermer une usine, c'est que l'usine fait des pertes, quelle que soit la situation du groupe). Les bénéfices politiques à court terme n'en valent pas la chandelle économique.

Ensuite, maintenir le cap et continuer à réduire le chômage. Au fur et à mesure qu'il diminue, les obstacles qu'il faut éliminer apparaissent plus clairement. L'introduction de la prime à l'emploi était une mesure essentielle. La réforme des allocations chômage en est une autre. L'insertion professionnelle des jeunes, l'intégration de l'université et du monde réel sont probablement parmi les suivantes. Enfin, se demander si le choix entre temps de travail et pouvoir d'achat implicite dans le projet des 35 heures est vraiment le choix que voulaient les Français. On est encore loin d'avoir atteint les 35 heures, et selon les projections actuelles, la modération salariale devra continuer, au moins jusqu'au milieu de la décennie. Peut-être les Français préféreraient-ils une diminution plus lente du temps de travail, en échange d'une augmentation plus rapide de leur pouvoir d'achat? C'est une interprétation possible des dernières élections.